

Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique latine et les Caraïbes
Saint-Domingue, République dominicaine, les 1-2 avril 2016

Résolution sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique latine et les Caraïbes, réuni à Saint-Domingue les 1^{er} et 2 avril 2016, se déclare profondément inquiet par la crise politique et institutionnelle qui accable le Venezuela en conséquence de la lutte de pouvoir livrée par le Président Nicolás Maduro par le biais de la Cour suprême, pour faire opposition aux décisions autonomes du pouvoir législatif vénézuélien depuis l'écrasante victoire de la *Mesa de la Unidad Democrática* (MUD) aux élections législatives de décembre dernier.

Le Comité rappelle que l'Internationale Socialiste est fondamentalement opposée à la détention de prisonniers politiques par les États, et encore moins par les démocraties. Aussi se félicite-t-elle de l'adoption récente par l'Assemblée nationale de la loi d'amnistie. L'Internationale Socialiste demande instamment au Président Nicolás Maduro et à toutes les institutions vénézuéliennes de reconnaître les décisions souveraines de l'Assemblée. Elle les engage à ne pas faire obstacle, par quelque moyen que ce soit, à l'entrée en vigueur de cette loi qui rendra possible la libération de dirigeants politiques aujourd'hui incarcérés, dont l'ancien candidat présidentiel et chef du parti politique *Un Nuevo Tiempo* Manuel Rosales ; le chef de *Voluntad Popular* Leopoldo López ; le maire Antonio Ledezma ; les trois députés Rosmit Mantilla, Gilberto Sojo et Renzo Pietro, élus le 6 décembre 2015 ; les étudiants et les nombreuses autres personnes privées de leur liberté pour des raisons politiques ; ainsi que le retour des exilés politiques dont, entre autres, Carlos Ortega, Carlos Vecchio et Oscar Pérez.

L'Internationale Socialiste condamne l'affaiblissement des pouvoirs constitutionnels de l'Assemblée nationale vénézuélienne par le gouvernement bolivarien qui, à travers la Cour suprême, prend des décisions contraires à l'esprit de la constitution nationale du Venezuela et compromet les valeurs du système démocratique, fondé sur le respect, l'équilibre et l'autonomie des pouvoirs étatiques.

L'Internationale Socialiste observe avec inquiétude les attaques contre les journalistes et les rédacteurs des médias indépendants, ainsi que l'utilisation faite par l'État de son monopole sur la fourniture de papier à la presse afin de contrôler l'information et d'entraver la liberté d'expression.

L'Internationale Socialiste demande au gouvernement bolivarien de concentrer ses efforts sur la résolution urgente des problèmes et souffrances graves qui accablent aujourd'hui le peuple vénézuélien en conséquence de la crise qui s'est emparée des hôpitaux et des services, sur les pénuries de nourriture et de médicaments qui menacent d'entraîner le pays vers une crise humanitaire de grande ampleur dont souffriront les générations futures de Vénézuéliens. Pour ces raisons, l'Internationale Socialiste demande au gouvernement de Nicolás Maduro de prendre part au dialogue que l'Assemblée nationale a unanimement engagé comme le seul moyen d'avancer vers la réconciliation et la résolution des graves problèmes politiques, économiques et sociaux qui affligent aujourd'hui le pays.
